

Pour 80% des Français, l'homme politique idéal est un amateur



Article rédigé par *contact*, le 14 avril 2016

[Source: 20 minutes]

DEMOCRATIE: Les citoyens rêvent de femmes et d'hommes politiques qui ne soient pas des professionnels de la politique, selon une enquête dévoilée par « 20 Minutes »...

Depuis le 31 mars, ils sont des milliers à passer leur « Nuit debout » à Paris et en régions. Ces citoyens ont décidé d'occuper l'espace public « pour reprendre [leur] place dans la République » : « La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous », expliquent-ils sur leur site Internet.

C'est dans ce contexte que plusieurs autres mouvements citoyens – Cap 21, La Transition, Bleu Blanc Zèbre, Génération Citoyens et Nous Citoyens – ont décidé « de se rassembler » et de présenter ce lundi « une initiative forte ». Leur propos est sensiblement le même que celui porté par Nuit debout : « Le peuple doit être en capacité de reprendre le pouvoir à des gens qui ne lui ressemblent pas et qui finalement ne le représentent plus », expliquent-ils dans un communiqué.

« Désigner le meilleur représentant de la Nation »

Mais leur ambition est différente : alors que Nuit debout se vit comme une vaste agora sans leader, ces mouvements plus structurés ont clairement en ligne de mire la prochaine présidentielle, qui se tiendra dans un an. Dans leur communiqué, ils affirment vouloir « rendre à l'élection présidentielle son sens premier et son ambition initiale : désigner le meilleur représentant de la Nation ».

Ces mouvements rêvent d'un nouveau cap et les citoyens semblent l'appeler eux aussi de leurs vœux. En tout cas si l'on en croit les enquêtes d'opinion qui se suivent et se ressemblent : toutes mettent en avant la défiance du peuple à l'égard de ses élites politiques.

La dernière en date, réalisée par Harris Interactive à la demande du mouvement Nous citoyens (*I*), et dévoilée en exclusivité par *20 Minutes*, ne dit pas autre chose : près de neuf Français sur dix estiment qu'un renouvellement du personnel politique est nécessaire au niveau des institutions européennes (87 %), du parlement (89 %) et de l'exécutif (90 %).

De quelle manière doit s'opérer ce renouvellement ? D'après les réponses données par les citoyens questionnés, deux tendances se dégagent. Primo, le besoin de rompre avec les professionnels de la politique. Les Français interrogés sont 80 % à vouloir être représentés par des personnes n'ayant jamais été membres de partis politiques et 79 % par des candidats n'ayant jamais exercé de mandats électifs.

Secundo, la quête de représentativité. Plus de quatre Français sur cinq affichent leur souhait de voir participer à la vie politique davantage de personnes d'origines modestes (83 %), de femmes (82 %) et de jeunes (81 %). Et Harris Interactive l'assure : « Ce souhait est largement partagé au sein de la société, et non particulièrement porté par les catégories spécifiques que peuvent être les personnes modestes, les femmes ou les plus jeunes ».

Les Français veulent des élus passés par l'entreprise

Mais surtout, le renouvellement de la vie politique doit avant tout passer, d'après neuf Français sur dix, par l'intégration de plus de personnes ayant travaillé en entreprise, rapporte le sondage. Le fait que des ministres et des parlementaires puissent créer de nouvelles règles pour les salariés ou les PME sans qu'ils ne soient jamais passés par le privé fait tiquer nombre de concitoyens, comme les réseaux sociaux ont pu le montrer à l'occasion des débats autour du projet de loi El Khomri.

Si les Français semblent lassés des traditionnels poids lourds de la politique, c'est donc sans surprise qu'ils ne sont pas emballés à l'idée de les entendre davantage. Interrogés sur les nouvelles règles concernant l'élection présidentielle, qui ont été adoptées par le parlement le 5 avril, 50 % des Français se disent opposés à l'instauration du « principe d'équité » de temps de parole, qui vient remplacer celui de « l'égalité ». En clair, le même temps de parole ne sera plus attribué à chacun des candidats : ceux ayant déjà réalisé des scores importants lors d'élections antérieures pourront davantage s'exprimer dans les médias que les plus petits. Les hommes et les seniors semblent les plus remontés – ils sont 57 % à critiquer la mesure.

En revanche, les Français sont séduits par la transparence apportée par cette loi : 68 % sont favorables à la publication du nom de l'ensemble des élus locaux ayant donné leur signature en faveur d'un candidat (auparavant, seuls 500 noms étaient tirés au sort) et 66 % jugent appropriés la publication en continu du nombre de signatures recueillies par chacun des candidats (auparavant, une seule publication était prévue, après la date limite du recueil des signatures).

(1) L'enquête a été réalisée par Harris Interactive pour Nous Citoyens en ligne du 7 au 8 avril 2016, auprès d'un échantillon de 1 060 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, sélectionné selon la méthode des quotas.